

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

REIMS, le 17/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société EOLIA

30 route de Vitry en Perthois
51300 Vitry-le-François

Références : D2i 2023 81
Code AIOT : 0005704378

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2022 dans l'établissement Société EOLIA implanté Parc éolien de Saint Amand sur Fion 51300 Saint-Amand-sur-Fion. L'inspection a été annoncée le 12/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite effectuée dans le cadre du Plan Pluri-annuel de Contrôle

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société EOLIA
- Parc éolien de Saint Amand sur Fion 51300 Saint-Amand-sur-Fion
- Code AIOT : 0005704378
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Parc éolien constitué de 5 éoliennes, mis en service en 2014.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mise en place du suivi environnemental et transmission des données
- Formations aux risques des intervenants sur site
- Réalisation des tests de mise à l'arrêt de l'installation
- Contrôle des Installations
- Moyens de lutte contre l'incendie disponibles sur site
- Conformité de la campagne de mesures acoustiques
- Suffisance du montant de garanties financières

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
4	Contrôle des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
7	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30 et 31	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Formation aux risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	/	Sans objet
3	Tests de mise à l'arrêt	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'Incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Sans objet
6	Bruit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit revenir vers l'Inspection des Installations Classées :

- 1) Sous 2 mois, pour réaliser ce dépôt et lui apporter la preuve de dépôt (certificat de dépôt).
- 2) Sous 2 mois, pour réaliser une liste précise des systèmes instrumentés de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps et de faire figurer cette liste ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles effectués dans le registre de maintenance
- 3) Sous 1 mois pour faire parvenir les photographies de l'intérieur de la nacelle demandées lors de la visite d'inspection, permettant de vérifier l'état général de cette dernière et la présence effective d'extincteurs, correctement contrôlés.
- 4) Sous 1 mois pour réaliser un acte de cautionnement d'un montant minimal de 272 236€ (montant minimum exigible au 08/04/2021)

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Suivi environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. [...] Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. [...] Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, [...], dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.
Constats : Conformément à la réglementation en vigueur au moment de la mise en service du parc (mai 2014), l'exploitant a réalisé un suivi environnemental dans les 3 ans qui ont suivi la mise en service. Ce suivi a été réalisé du 06/04/2016 au 05/10/2016. Le rapport, réalisé par la société "calidris", ne met pas en avant d'impact majeur. Au jour de l'Inspection, les données brutes de ce suivi environnemental n'ont pas été déposées sur la plateforme DEPOBIO. L'exploitant précise ne pas parvenir à y déposer les éléments, malgré de nombreux essais.
Observations : L'Inspection des Installations Classées rappelle à l'exploitant le caractère obligatoire de ces dépôts, et lui laisse un délai de 2 mois pour réaliser ce dépôt et lui apporter la preuve de dépôt (certificat de dépôt).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Autre, Formation aux risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels [...], ainsi que sur les moyens mis en oeuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.</p> <p>La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p> <p>Constats : L'exploitant sous-traite la gestion du fonctionnement de l'installation à la société SIEMENS GAMESA, constructeur des machines et maintenancier. L'exploitant affirme que la société SIEMENS GAMESA forme ses opérateurs aux risques accidentels, sur les moyens mis en oeuvre pour les éviter, qu'ils connaissent les procédures à suivre en cas d'urgence, et procèdent à des exercices d'entraînement. L'exploitant a été en capacité de fournir, pour les agents de maintenance étant intervenu sur site lors de la dernière maintenance, les habilitations et attestations de formation, les dates de validité des ces dernières ainsi que les dates des prochaines sessions de recyclage prévues pour les opérateurs (formations "Habilitation électrique", "Recyclage Hauteur", "Visite Médicale", "SST", "Formation Incendie" et "Gestion et Posture").</p> <p>L'exploitant précise qu'à chaque maintenance annuelle, l'équipe d'exploitation procède à une évacuation d'urgence de la nacelle, en simulant ainsi un exercice de gestion des incidents / accidents. L'exploitant dispose également d'un registre dématérialisé dans lequel sont consignées toutes les opérations de maintenance.</p> <p>L'inspection des Installations Classées constate le respect de la prescription.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Tests de mise à l'arrêt

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Autre, Tests de mise à l'arrêt
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais [...] - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime. Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance [...]. Constats : L'exploitant précise que les essais, ainsi qu'une vérification de l'état des équipements visés, sont réalisés lors des maintenances annuelles. La dernière maintenance annuelle, en date du 05/05/2022, précise en ses points 4.13 et 4.2 du rapport que les arrêts d'urgence, ainsi que les arrêts depuis un régime de survitesse (et à fortiori les arrêts classiques), ont été testés et fonctionnent normalement. Ces éléments, qui apparaissent dans le rapport de maintenance, sont consignés dans le registre de maintenance dématérialisé de l'exploitant. L'inspection des Installations Classées conclut au respect de la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Contrôle des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Autre, Contrôle des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p> <p>II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p> <p>III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p> <p>Constats : L'exploitant affirme que l'ensemble des brides est vérifié tous les 24 mois (conformément aux recommandations du constructeur). La dernière maintenance annuelle, effectuée le 05/05/22, prouve la réalisation de ces contrôles, aux points 3.3.3-3, 3.3.3-6 et 3.3.3-10 du rapport de maintenance. Une vérification générale de l'ensemble des éléments du mât est également effectuée lors des maintenances annuelles, comme le prouvent les points de contrôles 3.2.2-1.1 à 3.2.2-1.6 du rapport de maintenance du 05/05/22.</p> <p>L'exploitant précise que les contrôles visuels des pales sont réalisés lors des maintenances bi-annuelles, et donc tout au plus tous les 6 mois, mais que les opérateurs de maintenances ne le consignent pas dans le registre de maintenance.</p> <p>Les SIS (Systèmes Instrumentés de Sécurité) sont contrôlés lors des maintenances annuelles comme en attestent les rapports des maintenances (du 15/07/21 et 05/05/22) en leur section 3.2.3. Toutefois, l'exploitant ne dispose pas de la liste de ces SIS précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Observations : L'Inspection des Installations Classées invite l'exploitant à faire figurer, dans son registre de maintenance et dans les rapports de maintenances bi-annuelles, les éléments relatifs au contrôles visuels du mat, des pales ainsi que des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre .</p> <p>L'Inspection des Installations Classées invite également l'exploitant à réaliser une liste précise des systèmes instrumentés de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps et de faire figurer cette liste ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles effectués dans le registre de maintenance, et ce sous un délai de 2 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Moyens de lutte contre l'Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Autre, Moyens de lutte contre l'Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : L'installation visitée (éolienne E9) dispose de 3 extincteurs (1 en pied de mât et 2 en nacelle). Le rapport de maintenance annuelle précise que les 3 extincteurs ont été vérifiés à cette occasion. L'Inspection des Installations Classées a pu vérifier ce point, puisque la date du dernier contrôle figurant sur l'extincteur du bas de machine était bien celui de la dernière maintenance annuelle (05/2022). L'extincteur situé dans le pied de la machine est facilement accessible. Toutefois, l'exploitant n'a pas encore pu transmettre à l'Inspection des Installations Classées les photographies prises par les agents de maintenance lors de leur dernière montée dans la nacelle. Le 27/01/2023, l'exploitant a, comme convenu et attendu, fait parvenir les photographies de l'intérieur de la nacelle demandées lors de la visite d'inspection. Ces photographies permettent de vérifier le bon état général de la nacelle, et la présence effective d'extincteurs, correctement contrôlés (dernier contrôle en date du mois de mai 2022) et faciles d'accès. L'inspection conclut au respect de la prescription
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26
Thème(s) : Autre, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage.</p> <p>Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'installation : Sup à 35 dB (A) • émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures : 5 dB (A) • émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures : 3 dB (A) <p>Les valeurs d'émergence mentionnées ci-dessus peuvent être augmentées d'un terme correctif en dB (A), fonction de la durée cumulée d'apparition du bruit de l'installation égal à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Trois pour une durée supérieure à vingt minutes et inférieure ou égale à deux heures ; • Deux pour une durée supérieure à deux heures et inférieure ou égale à quatre heures ; • Un pour une durée supérieure à quatre heures et inférieure ou égale à huit heures ; • Zéro pour une durée supérieure à huit heures. <p>En outre, le niveau de bruit maximal est fixé à 70 dB (A) pour la période jour et de 60 dB (A) pour la période nuit. [...]</p>
<p>Constats : La campagne de mesure acoustique, initialement prévue en 2015, a été reportée en 2019 compte-tenu des conditions météorologiques ou des indisponibilités de la société Venathec, société mandatée.</p> <p>La campagne de mesure s'est donc tenue du 11 au 19 mars 2019. L'étude conclut au respect de la réglementation.</p> <p>L'Inspection des Installations Classées conclut au respect de la prescription.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30 et 31
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières mentionnées à l'article R. 515-101 du code de l'environnement est déterminé selon les dispositions de l'annexe I du présent arrêté. Ce montant est réactualisé par un nouveau calcul lors de leur première constitution avant la mise en service industrielle.</p> <p>Dès la première constitution des garanties financières visées à l'article 30, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis actualise ce montant tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.</p> <p>Constats : Par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2016-APC-52-IC du 08/04/2016, le montant des garanties financières du parc éolien devait s'élever réglementairement à 255 550€. Le montant des garanties financières est à actualiser tous les 5 ans. Les actualisations suivantes devaient donc avoir lieu avant le 08/04/2021 puis avant le 08/04/2026.</p> <p>Par acte de cautionnement en date du 13/11/2020, l'exploitant fourni une garantie de 220 000€, montant insuffisant compte-tenu du montant exigé par arrêté préfectoral complémentaire de 2016. L'exploitant a toutefois mis à jour son montant de garantie par un acte de cautionnement le 16/11/2022, pour une valeur de 269 540 € (acte valable du 01/01/2023 au 31/12/2025 au près de l'organisme d'assurance). Or, d'après l'Arrêté Ministériel de Prescriptions Générales du 26 aout 2011, le montant minimum exigible au 08/04/2021 était de 272 236€ (TP01 de 109,8 paru au 20/03/2021).</p> <p>Observations : L'Inspection des Installations Classées demande à l'exploitant de réaliser, sous un délai de 2 mois, un acte de cautionnement d'un montant minimal de 272 236€ (montant minimum exigible au 08/04/2021), tout en lui rappelant que la prochaine actualisation devra se faire avant le 08/04/2026, en prenant en compte la formule de calcul valable au 08/04/2026.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours